MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Trente-quatrième séance – Samedi 16 décembre 2006, à 16 h 30

Présidence de M. Roberto Brogini, président

La séance est ouverte à 16 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Alexandre Chevalier, M^{mes} Vera Figurek, Nelly Hartlieb, MM. André Kaplun, Jean-Luc Persoz et Frédy Savioz.*

Assistent à la séance: *M. André Hediger, maire, M. Patrice Mugny, vice-président, MM. Pierre Muller, Manuel Tornare et Christian Ferrazino, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 5 décembre 2006, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour samedi 16 décembre 2006, à 8 h, 10 h, 13 h 30, 16 h 30 et 20 h.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Rapports de majorité et de minorité de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2007 (PR-485 A/B)¹.

Suite du deuxième débat

*Département de M. Christian Ferrazino, conseiller administratif (suite).
Page 27, cellule 2403000, Energie,
groupes de comptes 3xx, Budget global Energie.*

Le président. Un amendement déposé par les groupes libéral, radical et démocrate-chrétien demande une diminution de 2 600 000 francs en vue de la suppression des doublons entre le Service cantonal de l'énergie (ScanE) et le Service de l'énergie de la Ville. Le nouveau montant est de 2 661 686 francs.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je m'exprimerai au nom de l'Entente pour faire état de la perplexité de nos groupes face à la répartition des charges et des compétences dans un domaine sensible pour tous et plus important que jamais de nos jours, celui de la gestion de l'énergie dans notre canton, et plus particulièrement en ville de Genève.

A plusieurs reprises, nous avons entendu les services de la Ville de Genève nous répondre assez systématiquement que la plupart des questions que nous leur posions ne relevaient pas de leurs compétences mais de celles du Canton. A force

¹ Rapports, 3271.

d'entendre ce genre de remarques, nous nous sommes enquis des compétences des uns et des autres et nous avons constaté qu'à Genève la politique énergétique globale, y compris celle de la Ville, revenait, quant à sa conception et à ses directives, au Canton.

En revanche, nous avons un service au Canton – le ScanE – et un service à la Ville de Genève – le Service de l'énergie – et nous nous attendions à trouver un budget de l'ordre de 800 000 francs à 1 million de francs pour gérer les directives cantonales. Or tel n'est pas le cas, puisqu'il s'agit d'un service qui coûte plus de 5 millions de francs, avec 29 collaborateurs. Cela a suscité nos questions.

S'il est vrai que le Canton édicte les directives quant à l'énergie, la Ville se doit de les appliquer. Le Canton, de son côté, contrôle la bonne application de la politique et des directives, mais nous voyons que la Ville fait de même... En termes de contrôle, il y a tout d'abord, semble-t-il, une pléthore de collaborateurs pour faire un travail qui ne nous paraît pas véritablement conçu de manière synthétique. En outre, les questions des commissaires et l'amendement des Verts de tout à l'heure nous confirment qu'il y a une sorte de confusion entre la mission de la Ville et celle du Canton, tant il est vrai que les 200 000 francs proposés par nos collègues concernent précisément ce type de combat politique que le Canton, nous semble-t-il, devrait mener davantage que la Ville.

Si nous nous référons aux missions des uns et des autres – générer des économies pour le ScanE et appliquer la politique cantonale pour la Ville – c'est qu'il serait peut-être utile, en termes de mesures d'économies, de commencer par appliquer à soi-même les règles que l'on fixe si généreusement pour les autres. Il s'agirait pour nous de concentrer nos énergies sur les missions strictement complémentaires à celles du Canton, avec, dirais-je, un carburant humain dynamique et efficace qui en permettrait l'application.

Nous vous proposons une diminution de 50% du budget du Service de l'énergie de la Ville, non que cette cause ne nous tienne pas à cœur, mais parce que nous pensons qu'une véritable réflexion est à mener en termes de répartition de charges entre le Canton et la Ville. Au lieu de l'autonomie que semble prendre actuellement le service municipal à la faveur d'un thème à la mode, qui le fait gonfler régulièrement sans que nous comprenions exactement pourquoi, il nous semblerait plus utile de créer davantage de synergies. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons une diminution de 2 600 000 francs sur cette ligne budgétaire, à fin de meilleure gestion des services entre le Canton et la Ville.

Le président. Je salue, à la tribune du public, la présence de M. Dolder, ancien président du Conseil municipal. (*Applaudissements.*)

M^{me} Marguerite Contat Hickel (Ve). Je voudrais réagir par rapport à cette proposition d'amendement totalement arbitraire, nous semble-t-il. On parle de synergies, mais nous assistons simplement à une coupe linéaire. Or, encore une fois, les coupes linéaires ne favoriseront pas la synergie que nous souhaiterions entre les différents départements. En outre, on touche à des départements absolument prioritaires pour cette ville de Genève. Nous parlons sans arrêt de diminution de la consommation de pétrole et de diminution des coûts, entre autres, mais, en même temps, nous touchons à deux départements essentiels. Raison pour laquelle, au nom de l'Alternative, nous refuserons cet amendement.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je ne serai guère plus long, Monsieur le président, mais un certain nombre de choses méritent d'être rappelées, même si ce débat est un peu similaire au précédent sur le Service d'architecture. Il suffit de transposer avec le Service de l'énergie. Nous pourrions faire de même avec tous les services de la Ville, si vous le souhaitez, mais l'exercice ne serait pas très satisfaisant, d'autant plus que d'autres départements bénéficient des prestations du Service de l'énergie, pour la construction d'écoles ou de crèches par exemple.

Vous ne l'avez pas dit, mais nous sommes arrivés à des labels Minergie grâce auxquels nos constructions sont particulièrement économes en matière de consommation énergétique. Mais ce n'est pas tombé du ciel! C'est bien parce qu'un Service de l'énergie a mis au point toute une procédure que nous pouvons être beaucoup plus performants en matière de constructions. Si tel n'était pas le cas, nous l'aurions déjà été il y a dix ou quinze ans.

Ce Service de l'énergie vous a saisis, il y a à peine un mois –vous étiez unanimes à vous en féliciter – d'un plan pour être totalement indépendants des énergies fossiles d'ici à 2050. Vous vous en souvenez, ce n'est pas si ancien. Vous avez tous qualifié ce plan d'ambitieux. Il a reçu d'ailleurs, je dois le dire, un message de soutien très prononcé du président Cramer, dont dépend justement le ScanE auquel vous faisiez allusion, qui a reconnu le caractère ambitieux de ce projet. Vous pensez bien que si le ScanE pouvait se substituer aux différents services des communes pour la mise en place de tels plans, il l'aurait déjà fait bien avant que nous le proposons...

Pourquoi les missions sont-elles différentes? Tout simplement parce que, à la Ville, nous avons une particularité, et je regrette de devoir vous la rappeler ici à l'occasion du vote du budget: nous sommes propriétaires de plus de 700 bâtiments. Le Canton ne va pas gérer pour nous ces bâtiments. En effet, c'est bien nous-mêmes, en qualité de propriétaires, qui avons à prendre un certain nombre de mesures. Comme vous le savez, la meilleure énergie, c'est celle que nous ne consommons pas. Nous devons donc mettre en place tous ces plans de mesures

d'économies d'énergie, tout en ayant à cœur de les planifier dans le temps. Nous l'avons fait, avec le changement de l'ensemble des chaudières de tous ces bâtiments. Rien que pour cet aspect-là, le Service de l'énergie se justifierait.

Mais il va beaucoup plus loin. Il nous conduit à tout le processus constructif. Des solutions qui nous permettent, par exemple, d'utiliser de manière judicieuse, à la demande d'ailleurs de certaines motions votées par le Conseil municipal, les toitures ou les tonnelles en vue du développement du photovoltaïque. Vous le savez, nous avons développé en Ville de Genève, depuis quelques années, ces énergies propres de manière très performante, précisément grâce au Service de l'énergie, qui travaille en synergie avec le Service d'architecture et le Service des bâtiments, dont nous parlions tout à l'heure.

Il me semblait nécessaire de rappeler ces quelques éléments à votre attention, qui justifient pleinement le travail d'un service qui, non seulement a démontré jusqu'à maintenant son utilité, mais qui devra, dans les années à venir, réaliser encore davantage de travail. Il sera ainsi à la hauteur des objectifs ambitieux que vous lui avez fixés, ou que vous êtes en train de lui fixer, par ce plan de désengagement des différentes énergies fossiles, qui a comme corollaire, bien évidemment, le développement en parallèle de toutes ces énergies propres pour lesquelles nous avons encore beaucoup d'efforts à faire.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). D'abord je dirai à M. Ferrazino – vous transmettez, Monsieur le président – que les groupes de l'Entente ne rechignent pas devant le travail qui consisterait à réétudier la répartition des charges entre la Ville et le Canton dans l'ensemble des départements. C'est la première chose.

Mais il nous paraît secondement que nous n'avons jamais autant dépensé pour économiser l'énergie... (*Exclamations.*) Il y a là un véritable débat et des questions. Faut-il vraiment dépenser toujours plus pour économiser de l'énergie? Quand le label bio a été attribué, les légumes doivent-ils être plus chers? Pourquoi le gaz est-il plus coûteux que l'électricité? Toutes ces questions touchent des causes qui nous tiennent à cœur, comme à vous, mais elles nous semblent devenues le prétexte à un marché à tout rompre qui n'est plus véritablement au service de la cause que nous voulons défendre.

Vous nous dites, et cela nous a été répété à plusieurs reprises, que vous n'aviez pas la solution actuellement, qu'il fallait faire des recherches... Qui fera les recherches? Les services de la Ville ou ceux du Canton? Les chercheurs les feront et il sera intéressant pour nous d'être en phase avec eux et de proposer chaque fois que possible des mesures déjà labellisées, reconnues, préétablies, expérimentées, afin d'offrir au contribuable une économie sur le plan énergétique et un coût qui ne soit pas hors de sa portée.

La solution, dites-vous, c'est de ne plus consommer... Alors, Monsieur Ferrazino, ne consommons plus! Mais faut-il, pour en arriver là, 29 employés et un service qui coûte plus de 5 millions de francs? Nous posons la question et c'est la raison pour laquelle nous ne retirerons pas cet amendement.

Le président. Je salue, à la tribune du public, M^{me} Véronique Pürro, députée et ancienne conseillère municipale, et M. John Dupraz, conseiller national. (*Applaudissements.*)

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 45 non contre 21 oui.

Page 31, cellule 2601000, Aménagement des espaces publics, groupe de comptes 314, Entretien des immeubles par des tiers; groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.

Le président. Nous sommes saisis de quatre amendements liés de la commission des finances. Deux concernent des diminutions respectivement de 150 000 francs au groupe de comptes 314 et de 52 500 francs au groupe de comptes 318, correspondant à la suppression des «Yeux de la ville».

Deux autres amendements concernent respectivement une augmentation de 40 000 francs au groupe de comptes 314 et une augmentation de 20 000 francs au groupe de comptes 318, correspondant à l'extension de Baby-Plage.

M^{me} Hélène Ecuyer (T). L'Alternative soutiendra ces amendements qui consistent à supprimer les «Yeux de la ville» pour l'année prochaine, mais à réintroduire les aménagements de Baby-Plage.

Mis aux voix, l'amendement concernant une diminution de 150 000 francs au groupe de comptes 314 est accepté à l'unanimité (67 oui).

Mis aux voix, l'amendement concernant une augmentation de 40 000 francs au groupe de comptes 314 est accepté sans opposition (65 oui et 1 abstention).

Mis aux voix, l'amendement concernant une diminution de 52 500 francs au groupe de comptes 318 est accepté à l'unanimité (66 oui).

Mis aux voix, l'amendement concernant une augmentation de 20 000 francs au groupe de comptes 318 est accepté à l'unanimité (66 oui).

Page 32, cellule 2601010, Eclairage public et illuminations, groupe de comptes 314, Entretien des immeubles par des tiers, groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.

Le président. Nous sommes saisis de deux amendements des groupes démocrate-chrétien, libéral et radical demandant respectivement une diminution de 150 000 francs au groupe de comptes 314 et une diminution de 132 500 francs au groupe de comptes 318. Ces amendements correspondent à la suppression de la manifestation «Les yeux de la nuit».

M. Didier Bonny (DC). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, nous voici donc à nouveau, comme l'année dernière, avec ce débat sur la manifestation «Les yeux de la nuit». Vous vous en souvenez sans doute, j'avais alors vainement essayé de troquer les «Yeux de la nuit» contre le nettoyage des préaux. Je n'ai pas réussi, mais, finalement, M. Tornare a dû venir durant l'année avec un crédit supplémentaire, démontrant ainsi qu'il valait mieux nettoyer les préaux que d'avoir une manifestation qui nous coûte les yeux de la tête.

Si nous avons ce soir le même débat, ce n'est pas pour la même raison. En effet, contrairement à l'année dernière, notre budget n'est pas équilibré, puisqu'un déficit de 30 millions de francs est prévu. Or nous voyons bien que nous avons beaucoup de peine, au sein de ce Conseil municipal, à dégager des priorités, même quand le déficit est aussi énorme. Il nous paraît tout de même que l'opération «Les yeux de la nuit» n'est pas une priorité et que nous pouvons aisément économiser 300 000 francs.

Pour quelles raisons? Il y en a plusieurs. Premièrement, une grande manifestation illumine déjà nos rues en ville de Genève, c'est le Festival des arbres en lumière. Ce festival a commencé le 1^{er} décembre et il se terminera le 7 janvier 2007. Un mois exactement le sépare de l'opération «Les yeux de la nuit». Si on dispose de beaucoup d'argent, on peut évidemment se dire qu'il est tout à fait agréable d'organiser les «Yeux de la nuit» et le Festival des arbres en lumière. Mais, je le répète, nous n'avons plus cet argent actuellement. Alors, la priorité n'est pas de faire deux manifestations si proches l'une de l'autre et qui vont dans le même sens.

Pourquoi alors s'attaquer plutôt aux «Yeux de la nuit» qu'au Festival des arbres en lumière? Mais pour une simple et bonne raison. Le Festival des arbres en lumière nous coûte la même somme que les «Yeux de la nuit», mais avec une différence: sa durée est cinq fois plus longue – du 1^{er} décembre au 7 janvier – avec une grande part de sponsoring privé. A l'évidence, il faut donc privilégier cette manifestation-là.

Enfin, à propos du souci – prétendu souci, je commence tout de même à me poser quelques questions... – des Verts par rapport aux économies d'énergie, une seule manifestation de cette nature, qui coûte de l'énergie, suffit. Il n'est franchement pas nécessaire, comme je l'ai dit tout à l'heure, d'en avoir deux. Depuis le début de cette journée, nous avons parlé très régulièrement des doublons Ville-Etat, mais nous avons maintenant un doublon Ville-Ville. C'est la meilleure...

Je crois que si l'Alternative a encore un peu le sens de la gestion des deniers publics, elle doit voter cet amendement qui, je le répète, ne diminuera en rien les prestations auprès de nos concitoyennes et concitoyens. C'est une simple question de bon sens et – peut-être suis-je encore naïf – j'espère qu'il reste, du côté de la majorité, quelques personnes – douées de bon sens.

M^{me} Hélène Ecuyer (T). Si nous avons été d'accord de dire que l'opération «Les yeux de la ville» pouvait avoir lieu tous les deux ans, nous sommes en revanche favorables au maintien des «Yeux de la nuit» chaque année, puisque cette manifestation connaît un réel succès auprès de la population et des visiteurs de notre cité. Il me semble important de montrer que Genève sait aussi illuminer ses rues. Le Festival des arbres en lumière est sponsorisé par des partenaires privés, contrairement à l'opération «Les yeux de la nuit», et c'est la raison pour laquelle nous maintiendrons cette subvention.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Il ne faut surtout pas mettre en compétition deux manifestations, comme M. Bonny se plaît à le faire à longueur d'année. En effet, l'année passée, vous nous aviez fait une grande plaidoirie pour nous expliquer pourquoi il fallait opposer les «Yeux de la nuit», qui est une manifestation culturelle et d'aménagement, au nettoyage des préaux... Bon, vous avez le droit d'élever le niveau du débat à ce stade. Nous vous demandons cependant d'élever un peu le regard et la réflexion par rapport au type de manifestation que nous mettions en place.

En effet, comme vous le savez, les arbres en lumière, c'est un festival artistique, ludique, très sympathique et il a toute sa raison d'être. «Les yeux de la nuit», c'est une manifestation tout à fait différente, qui vise justement à s'intégrer dans le cadre du plan lumière et à réfléchir à l'utilisation de la lumière dans l'aménagement de la ville. En d'autres termes, elle vise à considérer la lumière comme un élément à part entière de l'aménagement d'une ville. Vous le savez – nous avons eu l'occasion d'en débattre à plusieurs reprises – certaines villes considèrent toujours la lumière sous la seule approche sécuritaire. Sous-entendu, on éclaire, cela donne de la sécurité et on n'interprète pas du tout l'utilisation de la lumière comme un élément de mise en valeur du patrimoine ou de telle ou telle partie de la cité.

Je vous le rappelle, en ville de Genève, nous avons souhaité, par le biais du plan lumière, intégrer l'ensemble de ces éléments, notamment les éléments sécuritaires, sur lesquels nous devons absolument tabler – nous l'avons fait récemment sur le quai Gustave-Ador, à la demande du Conseil municipal et avec les résultats que nous avons pu enregistrer. Nous avons également un certain nombre de propositions pour des places et pour des parcs. En outre, nous avons souhaité mettre sur pied une manifestation annuelle, laquelle, et ce n'est pas un hasard, prend place le jour du passage de l'heure d'été à l'heure d'hiver, soit, finalement, un des jours les plus tristes parce que moins éclairé.

Nous serions d'avis de prolonger les «Yeux de la nuit», mais, comme vous le savez, le coût de cette manifestation est très élevé – surtout celui de la location des appareils – ce qui réduit malheureusement la durée de la manifestation à une période de dix jours. Finalement, Monsieur Bonny, je ne ferai pas de longs discours, parce que... (*Remarque.*) Je n'ai pas été très long jusqu'à maintenant... Mais il faut quand même répondre à quelques affirmations péremptoires que vous nous donnez année après année, parce que si nous avons tous de la mémoire, certains oublient parfois un petit peu...

Je vous dis simplement que le meilleur juge, ce n'est pas tellement M. Bonny et ses goûts et ses couleurs, mais c'est la réaction populaire. Vous l'avez relevé, Madame Ecuyer, nous enregistrons année après année un large soutien. C'est assez cocasse d'ailleurs, parce que M. Pattaroni est venu à l'inauguration de cette manifestation pour applaudir... C'est formidable, n'est-ce pas? Il n'a pas froid aux yeux, M. Pattaroni... Nous étions nombreux, mais on le voyait dans la foule. Il était en face de moi et je lui ai dit: «Ecoutez, Monsieur Pattaroni, c'est un peu ambigu... Vous êtes là pour applaudir une manifestation dont vous allez, avec votre groupe, demander la suppression... Il faut quand même être quelque part cohérent!» (*Protestations.*)

M. Pattaroni nous explique qu'il n'y a pas toujours parfaite cohérence entre ce qu'on dit et ce qu'on fait... Libre à vous, mais, pour nous, le meilleur juge de ces manifestations, lorsque l'occasion nous est donnée de les tester, c'est l'engouement populaire. Y a-t-il une réponse ou pas? Bien évidemment, il y en a une! Et pourquoi y en a-t-il une? Parce que, si nous demandons le développement de l'aménagement du «Fil du Rhône» et un meilleur accès aux rives, il faut donner la possibilité de le faire également de nuit.

En matière d'aménagement de la ville, on a raisonné pendant trop longtemps en termes d'aménagement de jour. Vous avez été nombreux à citer la place du Molard... Voilà l'exemple caractéristique d'un aménagement conçu pour être valorisé de jour comme de nuit. L'ensemble de nos réalisations s'effectue dans cet esprit-là. Il en sera exactement de même à la place des Nations – vous en parliez il y a un instant – que vous pourrez découvrir au mois de mars 2007. Nous amé-

liorons nos projets d'aménagement grâce à l'intervention d'artistes et de concepteurs lumière qui prennent en charge ce type de manifestations.

Vous avez oublié de souligner – j'en terminerai par là – qu'il résulte de chaque édition des «Yeux de la nuit» une installation pérenne pour la ville. La dernière en date, c'est le pont de Sous-Terre, qui a conservé son illumination, sponsorisée de manière substantielle par les Services industriels de Genève (SIG), dont l'intervention de qualité a permis précisément cette installation pérenne. Si nous n'avions pas eu cette opportunité cette année, nous ne disposerions pas maintenant de cette installation lumineuse que nous conservons, et que vous appréciez sans doute, comme beaucoup de Genevois.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les raisons de ne pas accepter l'amendement annuel de M. Bonny sur cette manifestation.

M. Didier Bonny (DC). Je rappelle d'abord que ce n'est pas l'amendement de Didier Bonny mais celui de l'Entente et, si j'ai pris la parole en premier, je ne serai pas le seul à le faire.

Monsieur Ferrazino, c'est normal, vous ne voulez pas entendre mes propos, c'est de bonne politique, si on peut dire... Simplement, j'essaie d'expliquer que, dans la conjoncture dans laquelle nous sommes, il faut avoir des priorités. Or vous êtes incapables, au Conseil administratif, d'avoir des priorités, puisque vous ne pouvez même pas dire s'il faut plutôt organiser le Festival des arbres en lumière ou les «Yeux de la nuit». Vous voulez tout faire. Mais, pour notre part, nous ne sommes pas d'accord. Avec un déficit de 30 millions de francs, nous disons que des choix doivent être faits, et c'est notre rôle de les proposer.

Quant à votre remarque selon laquelle je n'avais pas élevé le débat, l'année dernière, par rapport aux choix budgétaires entre les «Yeux de la nuit» et le nettoyage des préaux, les milliers de personnes qui utilisent chaque jour les préaux apprécieront vos propos, Monsieur Ferrazino... Je rappelle que, l'année dernière, notre budget était équilibré au franc près et que nous devons faire un choix pour ne pas aller en déficit, puisque nous n'en avons pas le droit. Avec votre majorité, vous avez alors choisi les «Yeux de la nuit» aux dépens du nettoyage des préaux. La population a apprécié, puisque M. Tornare a été inondé de pétitions pour que cette somme-là soit remise. Question niveau du débat, c'est plutôt vous qui devriez vous regarder, et non pas me faire la leçon...

En outre, personne n'a remis en question la réussite des «Yeux de la nuit», et c'est sans doute dans ce sens-là que M. Pattaroni a dû vous parler. Il a demandé la parole, il pourra vous le dire. Mais la question n'est pas là... Si vous donnez du pain et des jeux à la population, bien sûr, elle vous dira oui! Elle a bien raison. Si on lui propose des réalisations, elle ne va pas dire qu'elle n'en veut pas...

C'est l'évidence, la population trouve cela plutôt agréable. Mais c'est aussi notre rôle de politiques responsables de lui dire: «Voilà, on a maintenant 30 millions de déficit, notre dette ne fait qu'augmenter, et notre responsabilité est de faire des choix.» A mon avis, pour la population, choisir de renoncer aux «Yeux de la nuit» n'est franchement pas dramatique.

Voilà le message que nous voulons faire passer avec cet amendement. (*Applaudissements.*)

M. Robert Pattaroni (DC). Vous avez raison, Monsieur Ferrazino, d'avoir mis en évidence le fait que je me suis rendu à cette manifestation, parce que j'ai pour principe d'aller voir, autant que faire se peut, toutes les réalisations de la Ville, de façon à pouvoir en parler ici. C'est vrai, cette manifestation des «Yeux de la nuit» est tout à fait agréable. Sa durée, comme cela a été dit, est d'une dizaine de jours. Mais, si elle était un peu plus longue – ce serait souhaitable – le coût serait très élevé, il serait multiplié par un facteur bien plus grand que le nombre de jours supplémentaires, puisque vous avez dit vous-même, le soir de l'inauguration, qu'il faudrait alors installer différents dispositifs de sécurité.

Bien entendu, les gens présents à l'inauguration – ils n'étaient pas deux mille, même pas mille... – trouvaient évidemment cette opération sympathique. Vous avez présenté les artistes – il fallait le faire – mais vous avez sans doute noté au passage qu'il y en avait très peu de Genève. Sauf erreur, j'en ai vu deux, peut-être un peu plus, mais les autres venaient de Zurich ou de Lyon. Tant mieux pour eux! Mais il ne s'agit même pas d'une promotion pour la création des jeunes artistes genevois.

D'autre part, on nous demande avec raison, du côté des Verts, d'éteindre la lumière à tout moment. Mais on dirait que cette lumière des «Yeux de la nuit» ne coûte finalement rien... Il y a là des contradictions et il faudra un jour arrêter avec ces contradictions!

Enfin, Monsieur le président, si on demande à la population ce qu'elle pense d'une dette de près de 2 milliards de francs, avec 62 millions d'intérêts à payer aux banques et les difficultés probables pour les prestations sociales ou la petite enfance, si on lui demande si elle veut malgré tout maintenir les «Yeux de la nuit», c'est vite vu... Vous connaissez la population genevoise: c'est 80 à 85% de non! Alors, lancez-vous dans une consultation populaire, et nous verrons bien la réponse de la population...

Le président. Je salue, à la tribune du public, la présence de M^{me} Renée Vernet-Baud, ancienne conseillère municipale. (*Applaudissements.*)

M. Pascal Rubeli (UDC). Tout ce débat sur le budget, avec tous les amendements que nous proposons, a pour objectif de tenter de diminuer ce déficit de 30 millions de francs. Nous ne pourrions y arriver que si nous agissons au travers de priorités. Je suis convaincu, comme le disait M. Pattaroni, que cette manifestation est agréable à voir pendant dix jours, mais que, si elle n'existait pas, notre vision de la ville de Genève ne serait pas renversée. En revanche, cela permettrait une économie de 150 000 francs sur 30 millions.

C'est quasiment rien, me direz-vous, mais en additionnant toutes ces diminutions, peut-être arriverions-nous à diminuer sensiblement le déficit. L'objectif de cette journée est tout de même de tenter de rétablir les finances de la Ville. Raison pour laquelle nous soutiendrons, bien évidemment, cet amendement pour la suppression des «Yeux de la nuit», et donc une diminution de 150 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement concernant une diminution de 150 000 francs est refusé par 38 non contre 26 oui.

Mis aux voix, l'amendement concernant une diminution de 132 500 francs est refusé par 38 non contre 27 oui.

Le budget de M. Ferrazino, pages 21 à 36, est adopté.

Le président. Mesdames et Messieurs, à ce stade, l'excédent de charges du budget 2007 s'élève à 30 314 447 francs, avec une amélioration par rapport au montant initial de 330 975 francs.

Département de M. Patrice Mugny, conseiller administratif.

M^{me} Annina Pfund, rapporteuse de la commission des arts et de la culture (S). Je voudrais remercier le département des affaires culturelles et ses services de leur disponibilité et de l'excellence des documents qu'ils nous ont remis. Leurs réponses à nos questions, chaque fois extrêmement rapides, bien documentées et détaillées, ont beaucoup facilité la rédaction de mon rapport.

Page 37, cellule 3001000, Direction des affaires culturelles, groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité.

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement du groupe libéral. Il vise la suppression du budget publicitaire pour «La ville est à vous», soit une diminution de 15 000 francs.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Je vous suggérerai, Monsieur le président, de considérer cet amendement comme subsidiaire à l'amendement qui demande la suppression de la subvention à la Fondation genevoise pour l'animation socio-culturelle (FASe) pour «La ville est à vous», et de le traiter en conséquence après ce dernier, même si cela nous amène à revenir en arrière. Car si nous gardons la subvention à la FASe, cet amendement tombe de lui-même.

Le président. Bien, nous ferons ainsi.

Page 37, cellule 3001000, Direction des affaires culturelles, groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement du groupe libéral qui demande une diminution de 80 000 francs, en vue de revenir au niveau des comptes 2005.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). J'interviens en une seule fois pour les huit amendements suivants et, m'exprimant de la sorte, je me souviens du rapport produit par la commission des arts et de la culture à l'occasion du premier budget du magistrat. Ce rapport avait mis le magistrat dans le vêtement de Siegfried, héros wagnérien, héros torturé bien sûr, mais héros pur. Et la pureté du magistrat, alors, n'était pas abstraite, elle procédait de son intention. Il avait un vœu, une espèce de trésor des Nibelungen qu'il allait découvrir non au fond du Rhin, mais probablement dans ses services, dans la mesure où il s'était engagé à ce que chaque nouveau franc investi dans la culture le soit dorénavant dans la création.

C'était un beau projet, pas seulement wagnérien dans l'intention, mais qui devait aboutir à quelque chose de grandiose, dont chacun, dans cette ville, s'était réjoui. Je me souviens, il y a deux ans, d'avoir pris la parole en disant que penser à notre magistrat, c'était attendre Godot. Il avait ri, vous aviez souri... Chacun se souvient de son engagement et, aujourd'hui, il faut bien se rendre compte que, une fois de plus, nous continuons d'attendre.

J'ai le sentiment que notre magistrat est devenu un héros impossible, une espèce de Gengis Khan aux rêves immenses, mais à une différence essentielle avec Gengis Khan, c'est que ses batailles, il ne paraît pas les gagner! (*Rires.*) C'est un héros impossible parce qu'on aimerait quand même qu'il soit un héros. A la culture, nous avons besoin d'un héros, mais d'un héros qui gagne ses batailles... Sinon, où est l'héroïsme?

Les amendements de la commission des finances et du groupe libéral – notamment les huit dont nous allons débattre à l’instant et celui que j’ai renvoyé – consistent à dire très clairement que si nous voulons une culture qui avance et que le magistrat soit en mesure de gagner ses batailles – c’est notre souhait – l’argent ne doit pas s’investir dans ses services, mais dans la culture à proprement parler. Autant et aussi longtemps que les lignes de l’administration de la culture se développeront, il n’y aura aucun acte culturel supplémentaire en Ville de Genève.

Acte dont nous rêvons, acte dont nous sommes tous demandeurs, acte dont toute la population est demanderesse, mais que nous sommes dans l’incapacité de lui offrir, pour la raison simple que l’administration, malgré le vœu, malgré le désir, malgré les proclamations, malgré le heaume porté haut par le magistrat, toujours finit par rouler dans la terre.

Je vous propose de confirmer les amendements de la commission des arts et de la culture, repris et approuvés par la commission des finances. Ils ne devraient pas faire débat. Dans la même logique, je ne comprends pas pourquoi les deux amendements concernant les honoraires et prestations de service de la direction des affaires culturelles ont été écartés par la commission des finances, dans la mesure où, là encore, il s’agit de dire que, si l’administration resserre sa voilure de manière à naviguer plus vite, elle se trompe en choisissant de demander des prestations à des services externes. Resserrer la voilure de la prestation, ce n’est pas seulement demander aux services de se contraindre au profit de l’art, c’est aussi renoncer à des acquisitions de services auprès des tiers, toujours et encore au profit de la création artistique et, ainsi peut-être, tous ensemble, permettre à notre magistrat de retrouver cet anneau qui, quelque part, doit se trouver quand même dans cette salle.

Alors je vous recommande d’approuver chacun de ces amendements, tour à tour. Ainsi, la culture gagnera! (*Applaudissements.*)

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. C’est magnifique, cet art de la rhétorique, si seulement vous aviez raison sur les faits! Pour ne prendre que cette année-ci, Monsieur Froidevaux, le département des affaires culturelles n’a pas dépensé un sou de plus que l’an dernier, si on ne tient pas compte de la masse salariale, qui progresse par elle-même, ni de tous les arbitrages en interne. Si vous aviez été attentif, vous auriez vu que nous avons pris en gros 1 million de francs sur les services pour les mettre dans la création – Théâtre du Loup, Association pour l’encouragement de la musique improvisée (AMR), notamment. Nous avons donc fait exactement ce que nous avons promis. Premier élément, Monsieur Froidevaux.

Deuxième élément. Par rapport aux amendements dont vous venez de parler concernant la direction des affaires culturelles, le Service administratif et techni-

que (SAT), le Service de la promotion culturelle, le Centre multimédia, le Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), la Maison Tavel, les expositions, conférences et films du Musée d'art et d'histoire et le Musée d'ethnographie, vous nous renvoyez aux comptes 2005, en disant qu'il y a plus d'argent... Eh bien, quasiment pas un fait n'est juste!

Pourquoi? Il s'avère que lorsque vous trouvez des changements, vous n'allez voir que là où il y a plus, mais pas là où il y a moins. Or, vous le savez, nous avons fait un énorme travail de lisibilité au département des affaires culturelles et nous avons souvent remis les choses à leur place. En effet, quand vous avez 20 000 francs de plus selon vos comptes à un endroit, vous avez, en général, 20 000 francs de moins ailleurs. Cela vous a été expliqué dans le détail en commission, vous vous en souvenez, avec des documents de plusieurs centaines de pages. Par conséquent, il n'y a pas plus d'argent, mais des déplacements de sommes. Vous pouvez décréter que vous enlevez là où il y en a plus...

Le dernier élément en cause, Monsieur Froidevaux, c'est là où nous n'avons pas tout dépensé. Mais nous sommes quand même dans une absurdité. Je me suis battu, dans mon département, pour que nous ne tombions pas dans ce syndrome bien connu, selon lequel un service doit tout dépenser pour être sûr de disposer de la même somme l'année suivante... Je préférerais d'ailleurs des budgets par enveloppes sur deux, trois ou quatre ans, pour éviter d'épuiser absolument le budget dans l'année en cours. Vous n'avez pas besoin d'acheter chaque année la même chose... Nous avons testé cette manière de faire avec le Muséum d'histoire naturelle.

Certaines années, je me suis battu pour qu'il n'y ait pas de dépenses inconsidérées. Ainsi, vous vous retrouvez avec plus d'argent dans les comptes, c'est-à-dire plus d'argent non dépensé. Mais si j'ai repoussé certaines dépenses, cela ne veut pas dire que nous n'en aurons pas besoin deux ans plus tard. Vous avez comparé les comptes et les budgets, mais si vous prenez les budgets, vous vous retrouvez avec les mêmes montants. Il n'y a pas de différence entre le budget 2005 et le budget 2007, hormis, je le répète, des déplacements internes, au sujet desquels vous avez eu des explications extrêmement précises. Sur le solde, vous savez très bien que nous avons actuellement le *personal stop* et que nous bloquons le plus possible les dépenses. Par conséquent, nous ne pouvons malheureusement pas faire de grands effets de manches sur les subventions.

Quand vous parlez des services, Monsieur Froidevaux, j'aimerais dire à la population – puisqu'elle nous entend – que les bibliothèques sont des services, comme les douze musées de la Ville de Genève ou la Bibliothèque de Genève. Même si nous ne sommes pas là dans l'espace culturel de la scène, sur un théâtre, toutes les prestations culturelles offertes dans ces lieux représentent l'essentiel des services. Même au Grand Théâtre, vous le savez très bien, la plus grande part du budget est consacrée au personnel que nous mettons à disposition. Il s'agit

donc de services, et non pas du groupe 36 relatif aux subventions. Il y a une part de subventions, mais elle est de 12 à 13 millions de francs, sur les 33 millions accordés au Grand Théâtre. Nous n'avons donc pas, tout à coup, de l'argent en moins pour la culture que nous devrions mettre plutôt dans les subventions; tout cet argent est affecté à la culture.

Le président. Je tiens à saluer, à la tribune du public, la présence de M. Pierre Losio, ancien président du Conseil municipal. (*Applaudissements.*)

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, notre collègue Froidevaux ayant fait une déclaration globale au sujet d'un certain nombre d'amendements, l'Alternative s'opposera en particulier à ceux qui portent sur le Centre multimédia, le SAAC et la Maison Tavel. Il les refusera pour la simple et bonne raison qu'il ne s'agit pas de nouvelles demandes, mais de transferts de charges concernant notamment le Centre multimédia, la Fureur de lire et ladite Maison Tavel.

Le président. Je salue, à la tribune du public, la présence de M. Jean-Pierre Lyon, ancien président du Conseil municipal. (*Applaudissements.*)

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 30 non contre 25 oui.

Page 38, cellule 3101000, Art et culture – Service administratif et technique, groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.

Le président. Un amendement du groupe libéral propose ici une diminution de 38 987 francs, pour revenir au niveau des comptes 2005 (+10 000 francs).

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 36 non contre 28 oui.

Page 40, cellule 3105000, Promotion culturelle, groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité.

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes démocrate-chrétien, radical et libéral. Il vise une diminution de 210 000 francs – soit de 50% – des frais de publications.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 36 non contre 27 oui.

*Page 41, cellule 3105200, Centre multimédia,
groupe de comptes 318, Honoraires et prestations de service.*

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement de la commission des finances en vue d'une diminution de 31 000 francs des honoraires et prestations de service.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 35 non contre 28 oui.

*Page 42, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité.*

Le président. Un amendement de la commission des finances demande une diminution de 10 500 francs des fournitures de bureau, imprimés et publicité.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 27 oui.

*Page 42, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de comptes 313, Achats de fournitures et autres marchandises.*

Le président. Un deuxième amendement de la commission des finances concernant le même service demande une diminution de 11 500 francs des achats de fournitures et autres marchandises.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 27 oui.

*Page 49, cellule 3202040, Maison Tavel,
groupe de comptes 313, Achats de fournitures et autres marchandises.*

Le président. Un amendement de la commission des finances demande une diminution de 25 000 francs des achats de fournitures et autres marchandises.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 37 non contre 28 oui.

Page 50, cellule 3202500, Expositions, conférences, films – Musée d'art et d'histoire, groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité.

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement présenté par l'Entente – les groupes démocrate-chrétien, radical et libéral – en vue d'une diminution des frais de publications de 50%, soit de 100 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 38 non contre 28 oui.

Page 51, cellule 3203000, Musée d'ethnographie, groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité.

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement des groupes démocrate-chrétien, radical et libéral demandant également une diminution des frais de publications de 50%, soit de 40 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 37 non contre 28 oui.

Le président. Nous saluons M. André Waldis, ancien conseiller municipal, à la tribune du public. (*Applaudissements.*)

Page 55, cellule 3302000, Bibliothèque publique et universitaire

M. Robert Pattaroni (DC). J'ai une question à propos de la Bibliothèque publique et universitaire (BPU). Selon une information en ma possession, il y aurait maintenant, à la BPU, pour des raisons d'économies, une coupe importante dans l'acquisition d'ouvrages nouveaux indispensables au maintien à niveau de cette institution. De nombreuses personnes considèrent – et j'en fais partie – que la BPU devrait être largement prise en charge par l'ensemble du canton – et je ne parle pas de l'Etat seulement. Mais enfin, comme elle est toujours chez nous, il faut bien qu'elle vive conformément à sa noble vocation. Qu'en est-il exactement, Monsieur le magistrat?

Le président. Monsieur Pattaroni, il s'agit donc, non pas d'un amendement, mais d'une question au magistrat... M. Mugny est prêt à vous répondre.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. La réponse est simple. D'abord, on ne l'appelle plus BPU, puisqu'elle est devenue, comme vous le savez, la Bibliothèque de Genève, dont une partie des trésors sont exposés actuellement au Musée Rath. Pour revenir à notre propos, Monsieur Pattaroni, j'ai dit tout à l'heure que j'avais fait des arbitrages internes.

Pour être clair, quand je suis arrivé au département des affaires culturelles, j'ai découvert qu'on conservait dans cette bibliothèque bien au-delà de ce qui était nécessaire pour la Ville de Genève. Je ne critique pas du tout, c'était dans l'histoire de cette institution. Tout ce qui est publié à Genève – les affiches, les livres – doit bien entendu être conservé, puisque la loi l'impose, notamment aux auteurs, mais pas seulement aux auteurs de romans, d'essais et autres, mais aussi à ceux qui produisent des affiches ou éditent des journaux.

Mais la propension à vouloir être universel était telle que vous aviez la collection complète de *L'Humanité* et de *La Croix*, ainsi que de nombreux autres journaux. Ces collections étaient toujours entretenues, alors même que vous les trouvez maintenant sur l'internet et que chacun sait que les distances sont bien différentes de ce qu'elles étaient à d'autres moments.

En outre, l'Université elle-même avait des gros budgets d'acquisition pour le domaine contemporain, à savoir tout ce qui est publié chaque année dans le monde, des milliers d'ouvrages en langue française, mais pas seulement, puisque, en Europe seulement, on en enregistre des quantités extraordinaires. Pour ma part, j'avais le sentiment qu'il fallait à la fois privilégier le passé et le préserver, mais on en arrivait au stade où les collections du passé étaient entretenues de manière totalement incomplète. On voulait toujours acquérir plus, mais sans parvenir à maintenir en l'état les acquisitions de ces dernières années.

En accord avec la Bibliothèque de Genève, nous avons déplacé une partie de l'argent des acquisitions sur la conservation du passé pour développer un peu ce secteur-là, et nous avons cherché les doublons avec l'Université et les différentes facultés concernées par les mêmes achats que la Bibliothèque de Genève. Nous avons supprimé le montant qui, jusqu'à présent, malheureusement, nous semblait permettre ce doublon avec ce qui est de toute façon acquis du côté de l'Université. Il s'agit, évidemment, de chiffres ronds, car nous ne sommes pas au centime près. Mais j'ai le sentiment que, dans les années à venir, ni les étudiants ni le public n'y perdront quoi que ce soit.

Le président. Je prierais les conseillers municipaux de ne pas poser des questions pendant le débat budgétaire. Nous avons des moments pour le faire, mais nous sommes maintenant là pour les amendements et non pour des questions diverses sur tel et tel département.

Nous passons à la suite du département des affaires culturelles, avec les amendements relatifs aux subventions mentionnées dans le cahier jaune «Transfert à des tiers: Subventions et allocations de la Ville de Genève».

Page 37, cellule 3001000, Direction des affaires culturelles, groupe de comptes 365, Subventions accordées – institutions privées (Fondation des clefs de Saint-Pierre, page 9 des subventions).

Le président. Nous sommes saisis d'un amendement du groupe libéral. Il s'agit d'une augmentation de 25 000 francs de la subvention à la Fondation des clefs de Saint-Pierre, pour la maintenir au niveau du budget 2006. Le nouveau montant étant de 60 000 francs

(La présidence est momentanément assurée par M. Pierre Maudet, vice-président.)

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Au terme de cette longue série de propositions de réduction du budget de la Ville de Genève arrive un amendement qui n'est point semblable aux autres, puisque, pour cette fois-ci, nous ne suivrons pas la proposition du magistrat de réduire de 25 000 francs la subvention à la Fondation des clefs de Saint-Pierre. Comme l'a dit ma collègue Nathalie Fontanet, nos demandes d'économies n'ont pas pour objectif rigide la beauté des chiffres et les coupes pour les coupes.

Elles ont pour but de permettre, à notre sens et au sens des Genevois, de réaliser véritablement Genève telle qu'elle a été, telle qu'elle doit devenir et telle qu'elle doit rester. Cette proposition de réduction de la subvention nous a ébranlés et elle touche, après une série de mesures prises par le Conseil administratif ces dernières années, au cœur d'une activité, d'un symbole et d'un monument qui, jusqu'aux dernières nouvelles, n'a pas encore été remis en cause en tant que tel.

Je vous rappelle simplement que lorsque nous avons été élus, nous sommes montés dans un bateau: il fallait d'urgence sauver le ballet du Grand Théâtre, puis on a dû se séparer, et à regrets, du Théâtre Para-Surbeck. Nous déplorons ensuite le départ de M. Chardet, au Théâtre de l'Orangerie, qui n'avait pas démérité. On a expliqué à François Rochaix, Prix de la Ville de Genève, responsable du Théâtre de Carouge-Atelier de Genève, qu'il était de Carouge et que, Prix de la Ville de Genève ou non, on se désengageait... Mais que diriez-vous si nous

avons fait de même avec Ernest Ansermet ou Pierre Segond, eux aussi Prix de la Ville de Genève, si, d'aventure, ils avaient déménagé par hypothèse – je ne sais pas – à Chêne-Bourg? On a encore refusé fermement d'accéder à la demande de l'Orchestre de la Suisse romande (OSR) d'augmenter la subvention des musiciens. Chaque été, nous nous demandions à quoi avait pensé M. Mugny et qui aurait droit au prochain coup de crayon...

Voilà, c'est arrivé... Nous nous attaquons aujourd'hui au cœur de cœur de la Vieille-Ville, à cette institution qui sauvegarde symboliquement notre patrimoine le plus ancien à Genève, la Fondation des clefs de Saint-Pierre. Vous avez accepté, assez récemment, d'investir à hauteur de plus de 3 millions de francs pour les derniers travaux d'aménagement du site archéologique. Pourtant, vous le savez, ce site est d'importance européenne, les visiteurs y défilent, et je me demande bien à quoi il servirait d'investir dans son aménagement si nous ne pouvions pas y être accueillis. A quoi servirait-il de réduire la cathédrale à un décor pour le bal du samedi de la Fête de la musique, ou comme le plus joli décor de la soirée du 31 décembre, s'il ne s'y passait plus rien à l'intérieur et si nous ne pouvions pas rappeler la raison pour laquelle, nous tous ici, et vous tous sur les bancs de l'Alternative, n'avions pas l'envie de nous y retrouver aux heures importantes de notre cité?

Aujourd'hui, pour votre mémoire, je rappelle que c'est avec 60 000 francs de la Ville et 108 000 francs du Canton que cette fondation est appelée à faire vivre et à mettre en valeur le site archéologique, et à organiser les visites du bâtiment patrimonial de la cathédrale. Cette cathédrale dont l'activité culturelle n'a rien à voir, depuis 1907, avec l'activité culturelle, à partir du moment où l'Etat et l'Eglise ont été séparés.

Alors que représentent 168 000 francs pour faire vivre cet espace? La réalité, c'est quatre gardiens et un secrétariat – donc cinq personnes – et, dans les chiffres, ce n'est pas de 168 000 francs dont ils ont besoin, mais de 284 233 francs, ne serait-ce que pour les salaires. C'est dire que, avec la subvention telle qu'elle était auparavant, il manquait d'ores et déjà 120 000 francs, uniquement pour le salaire des gardiens. Mais, je vous rassure, leur salaire est absolument digne des traditions calvinistes les plus pures en termes de lois somptuaires, puisque les gardiens sont payés au pain sec et à l'eau...

Il nous semble vraiment, au groupe libéral en particulier, à l'Entente en général, et même les catholiques nous rejoignent, que si, lorsqu'il y a du pain sec et de l'eau, on enlève le pain sec, il ne reste décidément pas grand-chose... Il vous suffit de consulter le rapport du conseil de la Fondation des clefs de Saint-Pierre pour vous demander où elle trouvera les recettes. La première possibilité, ce sont les troncs. Mais, Mesdames et Messieurs, c'est déjà difficile de réunir la somme de 120 000 francs avec deux troncs à l'entrée de la cathédrale, alors je vous laisse

imaginer le nombre de troncs qu'il faudra placer et leur grandeur pour parvenir simplement à rétribuer décentement les gardiens, grâce à qui le site que nous avons mis en place est correctement mis en valeur...

Cependant, on danse et on s'amuse beaucoup lors de la Fête de la musique – laquelle grossit sans problème – au pied du Mur des réformateurs. Les réformateurs restent une référence, mais ils deviennent des sortes de *pop* ou de *rock stars* et cela correspond pour nous à une forme inquiétante de bradage de nos valeurs et de gaspillage de richesses. Pourquoi? Le consul de France le rappelait récemment, Genève a fait de la paix sa carte de visite.

Or la paix, ce n'est pas du pétrole ni une valeur économique. La paix ne peut s'appuyer que sur un programme culturel cohérent et, si Genève est fière de sa situation exceptionnelle au bord d'un lac, avec les Alpes, elle est fière aussi de son passé culturel, fière de son histoire et d'une tradition – osons les mots! – dont les racines sont spirituelles. C'est l'image de Genève que non seulement les libéraux et l'Entente ont à cœur de défendre, mais également les personnes qui ont édité ce livre, *Genève Lumières*. (*M^{me} Kraft-Babel montre l'ouvrage à l'assemblée.*) Il m'a été remis solennellement, à la suite d'une récente conférence, avec cette dédicace: «Hommage du Conseil d'Etat de la République et canton de Genève.»

Nous l'avons reçu ici – en tout cas il est à votre disposition. Quelle ne fut pas ma surprise, quand je l'ai feuilleté, de voir cette superbe photo de l'intérieur de la cathédrale! Si vous avez le goût des images, vous tournez la page et vous trouvez notre cher ami Jean-Jacques Rousseau: «Ici est la maison natale de Jean-Jacques Rousseau.» (*Exclamations.*) Mesdames et Messieurs, nous votons le budget de la culture, avec une diminution de 25 000 francs qui concerne l'édifice de la première page de cet ouvrage. Si vous avez peu de temps, comme moi, vous passez directement à la dernière page, où vous retrouvez Jean-Jacques Rousseau et la cathédrale...

Le président. Nous allons rester sur la Fondation des clefs de Saint-Pierre, Madame la conseillère municipale, si vous le voulez bien...

M^{me} Florence Kraft-Babel. La fondation a simplement pour mission le maintien de ce lieu symbolique, qui fait notre image. C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, grâce à la première et à la dernière page de ce livre – signes des grandes pages de notre histoire – de permettre à la fondation de poursuivre son travail. Nous savons qu'elle maîtrise les coûts de manière exemplaire et nous ne voudrions pas subir la honte d'être de ceux, ici, qui lui refuseront les moyens de poursuivre son travail.

M. Gérard Deshusses (S). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, le protestantisme n'est pas partagé que par les gens de l'Entente, mais également par certains de gauche, dont je suis – calviniste pur et dur, c'est vrai. Mais, aujourd'hui, je crois que nous nous trompons de siècle, à savoir que cela fait déjà passablement de temps qu'il y a une séparation claire entre l'Eglise et l'Etat et qu'il semble bien que, sans en avoir l'air, on essaie de faire maintenant un recouvrement.

Mesdames et Messieurs, les choses sont simples dans notre République depuis maintenant le début du XX^e siècle. Il y a, d'une part, un impôt ecclésiastique et j'invite toutes les citoyennes et tous les citoyens qui participent de la vie de leur Eglise à le verser. Cela permettra d'aider, par exemple, la Fondation des clefs de Saint-Pierre, si l'Eglise protestante le souhaite.

D'autre part, le site sous la cathédrale est magnifique et je félicite ceux qui l'ont réalisé. Je vous rappelle qu'il est payant – c'est la moindre des choses – et que ces recettes-là doivent servir également à la Fondation des clefs de Saint-Pierre. Je vous invite à y aller, mais il n'est pas question d'augmenter maintenant cette subvention à la Fondation des clefs de Saint-Pierre. Il est vrai que nous devons toutes et tous faire des efforts, et la Fondation des clefs de Saint-Pierre également.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). L'intervention du groupe socialiste est un peu étonnante... Il sait parfaitement que la cathédrale Saint-Pierre est un lieu culturel et un lieu civil. Mais voilà, tout à coup, il l'oublie, et ceci en particulier: les fouilles archéologiques, de nature exclusivement culturelles, ne sont en conséquence ni laïques ni confessionnelles, puisqu'il s'agit strictement d'un lieu qui appartient à l'histoire de Genève, au même titre qu'un certain nombre d'éléments que nous découvrons de-ci de-là. Nous allons célébrer l'Escalade tout à l'heure... Voilà un bon exemple de toute une série de vestiges qui appartiennent à la Ville.

Il en est de même de la Fondation des clefs de Saint-Pierre et imaginer que l'impôt ecclésiastique serve à cela me paraît extraordinairement curieux. L'impôt ecclésiastique n'a pas cette vocation, mais c'est bien la population de Genève qui a offert les fouilles à travers les diverses kermesses des clefs de Saint-Pierre, c'est bien le pouvoir public qui entretient le site archéologique, parce qu'il s'agit d'un site archéologique, au même titre que la villa La Grange ou d'autres éléments mis au jour.

Alors voilà, tout à coup, parce que le site se trouverait au sous-sol, le propriétaire du bâtiment construit au-dessus aurait des responsabilités extraordinaires en cela. Non, et d'ailleurs c'est contraire au droit civil: les trésors appartiennent à l'Etat et l'Etat s'occupe de ses trésors. Laissons donc à saint Pierre ce qui lui

appartient et rendons à César ce qui lui revient de fait, à savoir, ici, l'obligation d'entretenir et de garantir la sécurité de ce lieu, au moyen, en tant que de besoin, d'une subvention que je vous remercie d'accorder!

Le président. Et le Seigneur reconnaîtra les siens, sans doute...

M. Marc-André Rudaz (UDC). Pour notre part, c'est évident, nous soutiendrons cette subvention. Je ne suis pas originaire de Genève, je viens d'une autre région et j'appartiens à une autre religion que celle de la cathédrale, mais celle-ci fait vraiment partie de la vie de notre ville. Ce n'est pas une question de religion, mais c'est l'histoire de notre cité, notre patrimoine et le patrimoine de mes enfants.

J'ai peut-être eu tort de venir habiter ici, c'est possible, mais je crois que cette subvention mérite d'être soutenue. Cela n'a rien du tout à voir avec le fait que l'on soit laïque ou quoi que ce soit d'autre. Je vous remercie de réfléchir un peu au patrimoine de Genève, et non seulement aux taggers.

M. Guy Jousson (T). Je n'interviens pas du tout en qualité de chef de groupe, mais à titre individuel, pour dire que, tout en respectant l'option de mon groupe... (*exclamations*) ...comme enfant de Genève et par rapport à mes liens personnels, culturels et historiques avec la cathédrale Saint-Pierre, je soutiendrai le maintien de cette subvention au niveau du budget 2006. (*Applaudissements.*)

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 35 non contre 29 oui.

Page 37, cellule 3001000, Direction des affaires culturelles, groupe de comptes 365, Subventions accordées – institutions privées (FASe – «La ville est à vous», page 9 des subventions); groupe de comptes 310, Fournitures de bureau, imprimés, publicité

Le président. Un amendement présenté par le groupe libéral demande la suppression de la subvention à la FASe pour «La ville est à vous», à savoir moins 192 140 francs.

Un second amendement du groupe libéral, lié au précédent, demande la suppression du budget publicitaire pour «La ville est à vous», à savoir moins 15 000 francs.

M. Vincent Schaller (L). Les amendements proposés par le groupe libéral, en accord avec les partis de l'Entente, concernent en particulier toutes les manifestations que notre parti souhaiterait voir disparaître. J'aimerais apporter un éclairage particulier sur les raisons qui nous ont conduits à faire ce choix par rapport au budget 2007. Je vais comparer, si vous le permettez, Monsieur le président, l'évolution de la charge fiscale que la Ville de Genève réclame de ses citoyens avec l'évolution de la charge fiscale dans les autres communes du canton. Je serai bref, mais l'exercice en vaut la peine, car il est susceptible d'intéresser un certain nombre de téléspectateurs.

Evidemment, nous nous rendons bien compte que la capacité financière des communes varie. Certaines d'entre elles sont plus favorisées, d'autres le sont moins, et vous devez savoir que le Canton établit chaque année, sur la base d'un règlement que j'ai là, un classement des communes selon leur capacité financière. Ce classement dépend de toute une série de critères, dont la fortune, le revenu des habitants des communes concernées, les bénéficiaires des sociétés qui y sont établies. Mais il est tenu compte également des charges de ces communes, des frais d'écoles, des routes, de l'entretien des parcs, de la voirie et ainsi de suite.

Sur la base de ce classement établi pour l'année 2006, la Ville de Genève se retrouve en septième position sur 45 communes. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que, devant la Ville de Genève, on trouve – ce n'est pas une surprise – quelques communes de la rive gauche, que je ne citerai pas, et Satigny. Mais cela signifie aussi que, derrière la Ville de Genève, il y a 38 communes moins favorisées. Cette information est importante pour la suite de mon intervention, par rapport à l'évolution de la charge fiscale réclamée aux habitants de ces communes. En effet, vous verrez que même les communes les moins favorisées parviennent à faire des économies.

Cela dit, je vais parler du centime additionnel. Il faut être bien clair pour les téléspectateurs qui suivent nos débats sur TV Léman bleu: 1 centime additionnel, en Ville de Genève, c'est 120 francs pour un contribuable moyen. Donc, 2 centimes additionnels, c'est 240 francs et 3 centimes additionnels supplémentaires représentent 360 francs par année de plus. Il s'agit des chiffres du Département cantonal des finances et ils sont exacts, je peux le confirmer.

Le président. Pardonnez-moi de vous interrompre, Monsieur Schaller, mais rassurez-moi, vous allez ramener le focus sur l'amendement...

M. Vincent Schaller. Oui, bien sûr! Bien sûr!

Le président. Je vous remercie! (*Rires.*)

M. Vincent Schaller. Pour combler ce déficit de 30 millions de francs à notre budget, la Ville de Genève s'apprête à réclamer à ses habitants près de 360 francs par année et par contribuable en moyenne. Il faut bien le comprendre!

Vous direz que 360 francs ne représentent pas grand-chose, mais si on sait qu'ils s'ajoutent aux 5460 autres francs de charges moyennes par contribuable, cela commence à faire beaucoup. Je crois qu'une petite comparaison est toujours intéressante. Que n'a-t-on pas dit au sujet de la hausse de la redevance télévision de 12 francs par année en 2007? Que n'a-t-on pas publié dans les journaux? Il y a eu des holà! Que n'a-t-on pas écrit à propos des 13 francs annuels pour les pays de l'Est? Mais de quoi parlons-nous maintenant? Nous parlons de 360 francs supplémentaires, et c'est bien là l'important! Pourquoi? Pour les pays de l'Est? Pour la redevance télévision? Non, 360 francs de plus pour l'animation socioculturelle de la Ville de Genève!

Nous devons en être bien conscients et les magistrats de la Ville ne se cachent pas de leur volonté de faire payer cette charge fiscale supplémentaire. S'agissant du statut des fonctionnaires – censé être révisé en ce moment – il ne faut pas se faire d'illusions, parce que le Conseil administratif qui nous dirige est la personification – je crois – du degré zéro en matière de courage politique... (*Protestations.*)

Cela dit, je vais juste, si vous me permettez, Monsieur le président, énoncer l'évolution des impôts... (*Exclamations.*)

Le président. Je vous le permets, mais je ne voudrais pas devoir vous interrompre pour des écarts trop lointains, Monsieur Schaller.

M. Vincent Schaller. Cela ira vite. L'évolution des impôts dans les autres communes du canton, durant ces sept dernières années, c'est-à-dire pour la période 1999 à 2006, est intéressante. Bien sûr, il y a les quelques communes favorisées du bord du lac: moins 2 centimes à Genthod, moins 1 centime à Vandœuvres, moins 1 centime à Collonge-Bellerive, moins 3 centimes à Anières, moins 1 centime à Satigny...

Le président. Je fais appel à votre esprit de synthèse, Monsieur Schaller... Nous devons avancer dans nos débats et je vous prie de venir à l'amendement sur la FASE, s'il vous plaît!

M. Vincent Schaller. Bien sûr! S'agissant des communes moins favorisées, je voulais encore signaler que 21 sur 45 sont parvenues à alléger les impôts et

17 autres ne les ont pas modifiés. Parmi elles, Bernex, avec moins 2 centimes, Cartigny moins 3 centimes... (*Protestations.*) Céligny moins 2, Collex-Bossy moins 2, Corsier moins 3, Hermance moins 3... (*Exclamations.*) Permettez... Jussy moins 2 centimes, Meinier moins 4, Perly-Certoux moins 2, Plan-les-Ouates moins 2, Puplinge moins 1, Soral moins 2, Troinex moins 3, Veyrier moins 2... (*Huées.*) Des communes urbaines, Chêne-Bourg moins 2 centimes, Chêne-Bougeries moins 2, Meyrin moins 3, Onex – heureux! – moins 1,5, Versoix moins 1; la palme revient à Bardonnex, moins 6 centimes, c'est-à-dire 600 francs d'économies par année pour tous les habitants de la commune!

Au fond, les baisses d'impôts représentent une certaine forme de solidarité, celle de l'autorité publique envers ses citoyens. Ne l'oublions pas! Le comble, dans cette affaire, c'est que les communes que je viens de citer non seulement sont parvenues à baisser leurs centimes additionnels, mais en plus elles n'auront absolument aucune difficulté à absorber le report de charges de l'Etat.

Malheureusement, étant donné que le Conseil administratif a décidé de ne faire aucune économie, il revient au Conseil municipal de s'en charger, pour que les habitants de la Ville de Genève bénéficient de leur baisse d'impôts dans les années à venir, comme tous les habitants du canton, profitant ainsi de la bonne période économique que traverse le canton de Genève – à mon avis, les conseillers municipaux de gauche ne démentiront pas cette information. Pour que tout le monde ait droit à sa baisse d'impôts, nous commençons par proposer une diminution de 192 140 francs grâce à la suppression de la manifestation «La ville est à vous».

Le président. Je profite de cette brève interruption pour saluer la présence, à la tribune du public, de notre ancien collègue M. Georges Breguet. (*Applaudissements.*)

M. Olivier Norer (Ve). M. Schaller a eu l'occasion de se lancer dans une grande intervention sur les finances cantonales et communales et nous avons examiné, je crois, la situation d'une bonne partie des communes du canton... Mais je vais ramener le débat sur l'amendement en question. Cet amendement concerne «La ville est à vous», qui est l'extension de «La rue est à vous», une manifestation qui s'est développée aux Pâquis. Elle connaît un énorme succès, car elle est appréciée de tout le monde.

A partir de là, je trouve la proposition des libéraux assez incroyable et leur manière de la présenter m'étonne. Au lieu de s'attaquer à un projet tout à fait populaire et apprécié, parce qu'il valorise l'espace public tout en favorisant une autre utilisation de la rue et une meilleure rencontre entre citoyens, on préfère

étaler un grand débat financier et budgétaire. Pour notre part, nous, Alternative – puisque c’est la position de l’Alternative – nous n’aurons aucune peine à refuser cet amendement. A la différence des libéraux, nous ne couperons pas à l’aveuglette, avec un bandeau et une hache...

(La présidence est reprise par M. Roberto Brogini, président.)

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Je ne serai pas long, mais la question fiscale mériterait tout de même un débat. Vous savez que la fiscalité, en général, consiste à prendre à ceux qui gagnent plutôt bien, voire très bien, pour offrir des prestations à tout le monde et, en particulier, à ceux qui gagnent moins. La solidarité, quand on baisse les impôts, vous me permettrez d’être dubitatif sur l’intérêt pour tout le monde, en particulier pour les bas revenus...

Pour revenir à ce qui nous intéresse, on parle de 192 000 francs. Il s’agit donc de 1 franc par habitant et vous êtes en train de dire qu’il faudrait 360 francs par année par contribuable. Vous avez mélangé les 30 millions de francs avec 192 000 francs. Mais, franchement, quand on voit comment la population descend dans la rue et apprécie la qualité de ces manifestations «La ville est à vous», 1 franc par habitant, ce n’est vraiment pas cher!

Mis aux voix, l’amendement ci-dessus demandant la suppression de la subvention à la FASe pour «La ville est à vous» est refusé par 35 non contre 26 oui.

Le président. Monsieur Froidevaux, la proposition d’amendement demandant la suppression du budget publicitaire pour «La ville est à vous» est donc caduque. *(M. Froidevaux acquiesce.)*

Page 42, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC), groupe de comptes 365, Subventions accordées – institutions privées (Ecoles de musique, page 10 des subventions).

Le président. Nous passons à un amendement de la commission des finances demandant une augmentation de 30 000 francs de la subvention en faveur des écoles de musique, et notamment de l’Académie de musique.

Mis aux voix, l’amendement ci-dessus est accepté sans opposition (57 oui et 4 abstentions).

*Page 42, cellule 3106000, Administration du Service aux artistes et acteurs culturels (SAAC),
groupe de comptes 365, Subventions accordées – institutions privées (Espace Rousseau, page 10 des subventions).*

Le président. Nous sommes saisis de deux amendements concernant l'Espace Rousseau. Le premier est déposé par les groupes démocrate-chrétien, libéral et radical, et le second par le Parti du travail. Ils demandent tous deux d'ajouter une ligne pour l'Espace Rousseau, soit une subvention de 50 000 francs.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Comme vous le savez, il existe au 40, Grand-Rue un espace qui permet aux citoyens genevois, aux touristes et aux classes du Département de l'instruction publique de bénéficier d'un parcours didactique. Cet espace se trouve à l'endroit précis où est né Jean-Jacques Rousseau. Cet immeuble, nous en avons la certitude, est indiscutablement la demeure qui a vu naître l'écrivain. Il a été restauré au XIX^e siècle, mais les plans cadastraux sont formels, comme le sont d'ailleurs les Archives d'Etat.

L'Espace Rousseau a été aménagé par des privés, qui ont mis 900 000 francs pour l'installation de ce parcours didactique. Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes s'il n'y avait certains problèmes de fonctionnement. Ces problèmes, vous les connaissez, puisque nous avons été interpellés après six mois de fermeture de l'Espace Rousseau, au début de cette année, pour donner, avec l'appui du magistrat d'ailleurs, le petit plus susceptible d'aider cet espace à poursuivre ses activités.

Nous avons la certitude que des privés sont d'accord d'investir. Ils ont d'ailleurs participé au complément budgétaire nécessaire grâce auquel cet espace a pu fonctionner depuis le mois de juin 2006. Parmi eux, un grand groupe serait prêt à s'engager davantage encore, à condition que la Ville assume le minimum au niveau des frais de fonctionnement.

C'est une mesure que l'on connaît bien et il est tout à fait naturel que la Ville participe, puisque, comme vous le savez, cet espace est en ville, dans le lieu où est né Jean-Jacques Rousseau. Notre amendement n'a pas d'autre objectif que de permettre finalement à cet espace de survivre et – pourquoi pas? – d'abriter d'autres activités s'il le faut.

Si nous venons aujourd'hui avec cet amendement, c'est en raison d'éléments nouveaux par rapport à nos dernières discussions, à savoir qu'il n'existe plus aucune ambiguïté entre l'Espace Rousseau et le futur espace Ami-Lullin de la Bibliothèque publique et universitaire. Par conséquent, le comité de fondation de l'Espace Rousseau est maintenant convaincu que le musée Jean-Jacques Rous-

seau doit rester à la bibliothèque. Les responsables de la Bibliothèque de Genève n'ont pas d'inquiétude à cet égard et ils sont heureux de cette complémentarité.

La Société Jean-Jacques Rousseau se cherche actuellement un nouveau président, qui sera en charge durant l'année du tricentenaire. Plusieurs candidatures s'esquissent dont, je crois savoir, une candidature féminine. En outre, les bonnes relations entre la vieille société savante et le conseil de fondation de l'Espace Rousseau sont entretenues, notamment, par deux personnalités membres des deux comités, le grand spécialiste de Jean-Jacques Rousseau et professeur de la Sorbonne Jacques Berchtold, ainsi que Jean-Daniel Candaux, historien genevois.

Les relations entre l'Espace Rousseau et la Ville de Genève ne laissent plus rien à désirer. D'après nos informations, elles se sont détendues et je crois même savoir que notre magistrat a reçu les responsables de l'Espace Rousseau et ceux de la Société Jean-Jacques Rousseau... M. Mugny ne m'écoute pas, mais nous avons l'habitude, dans ce parlement, de ne pas être écoutés... D'ailleurs, en principe, nous parlons sans nous attendre à ce que les autres nous écoutent...

Nous avons également appris que l'idée de transporter l'itinéraire audiovisuel de l'Espace Rousseau à la Maison Tavel a été écartée d'un commun accord, compte tenu des coûts engendrés par cette opération. En outre, l'Etat, qui met à disposition les locaux de l'Espace Rousseau, serait disposé à favoriser un plus grand rayonnement de cet espace, voire à installer une maison Rousseau. Cela irait dans le sens de la motion M-620, présentée dernièrement par les socialistes.

J'affirme – et c'est le plus important à nos yeux – que cet Espace Rousseau doit être soutenu, parce qu'il répond à une demande des habitants de la Vieille-Ville. L'Association des habitants du centre et de la Vieille-Ville le soutient. Nous avons participé à la dernière assemblée générale de l'association, puisque nous habitons dans ce quartier, et nous avons pu constater l'attente en ce sens des résidents.

Par conséquent, je vous demande d'appuyer cet amendement. Il répond à un besoin et à une demande des habitants. Il a, de plus, toute son utilité dans le cadre des manifestations prévues pour l'année du tricentenaire. Nous ne vous demandons pas une somme extraordinaire – certaines infrastructures bien plus lourdes exigent beaucoup plus d'argent – aussi nous vous invitons, Mesdames et Messieurs, à voter cet amendement. Ces 50 000 francs permettront à l'Espace Rousseau de poursuivre ses activités.

Le président. Je salue, à la tribune du public, la présence de M^{me} Catherine Maudet et du petit Guillaume, qui est certainement le plus jeune spectateur de

ce Conseil municipal! (*Applaudissements.*) Nous saluons également l'épouse de Sébastien Bertrand et leur fils. Bravo! (*Applaudissements.*) La relève est là!

M^{me} Marie-France Spielmann (T). Mesdames les conseillères et Messieurs les conseillers municipaux, alors que notre Conseil s'est prononcé en faveur de la réouverture de l'Espace Rousseau il y a quelques mois, alors que la commission des arts et de la culture, lors de l'examen du budget, a décidé la création d'une ligne budgétaire pour l'Espace Rousseau, la commission des finances a remis en cause cette décision en proposant la suppression de cette ligne.

Je voudrais simplement contester les arguments développés contre l'Espace Rousseau. Il n'est pas un musée, mais un lieu vivant et il n'y a aucune ambiguïté à ce sujet. Le musée doit rester à la Bibliothèque de Genève. Il est pour le moins curieux que l'on dise, d'une part, que l'Espace Rousseau n'offre aucun intérêt, alors qu'on entend maintenant que l'on veut déplacer son itinéraire audiovisuel, soit à l'Institut et Musée Voltaire, soit à la salle Ami-Lullin.

Non! Les frais de l'opération seraient disproportionnés, même si nous le déplaçons à la Maison Tavel. Il est beaucoup plus rationnel de laisser cet itinéraire vidéo là où il est, dans un local qui a fait ses preuves, pour l'accueil des touristes et des classes d'écoles.

Les responsables de la Ville, dans leur courrier et leurs arguments contre l'Espace Rousseau, ont été jusqu'à parler d'une imposture scientifique à propos de ce 40, Grand-Rue, maison natale de l'écrivain. Cet argument n'est pas nouveau. Durant des décennies, on attribua à tort à la rue Chevelu – devenue rue Rousseau – le lieu de naissance de Rousseau et l'on y apposa même une plaque. Cette maison était en fait la résidence de son grand-père paternel, David Rousseau.

Mais il est curieux aujourd'hui, alors que les faits sont établis, que notre magistrat responsable de la culture reprenne de tels arguments et les développe dans des courriers et des interventions auprès des commissions officielles, cantonales ou municipales. Non! L'immeuble 40, Grand-Rue est bien la maison natale de Jean-Jacques Rousseau. La façade a été restaurée au XIX^e siècle, mais les plans cadastraux déposés aux Archives d'Etat ne laissent aucun doute à ce sujet.

Mesdames les conseillères et Messieurs les conseillers municipaux, au moment même où la Ville présente des projets qui ont l'ambition de valoriser le patrimoine rousseauiste dont elle est propriétaire, comment justifier la suppression de la ligne de crédit qui provoquera une nouvelle fois la fermeture de l'Espace Rousseau? Cela d'autant plus, comme on vous l'a dit, qu'un projet se concrétise avec des partenaires privés pour réaliser là, au 40, Grand-Rue, lieu de naissance de Jean-Jacques Rousseau, la maison Rousseau.

Le président. Je salue, à la tribune du public, la présence de M. Claude Ulmann, ancien président du Conseil municipal. (*Applaudissements.*)

M. Pascal Rubeli (UDC). M^{me} Spielmann et M. Lathion ont apporté des explications bien argumentées sur quasiment toute la question. Notre position est celle-ci: pour nous, c'est clair, l'Espace Rousseau tel qu'il existe aujourd'hui doit rester où il est et comme il est. Par conséquent, nous soutiendrons cet amendement.

Le président. Je salue également l'arrivée de M. Daniel Pilly, ancien président de ce Conseil municipal, à la tribune du public. (*Applaudissements.*)

M^{me} Catherine Gaillard-Iungmann (AdG/SI). Nous voilà encore une fois de plus sur ce fameux sujet de la maison Rousseau! A croire que c'est un véritable serpent de mer... On n'en a jamais fini! C'est d'autant plus remarquable que l'on peut considérer quand même que la majorité des partisans de cet Espace Rousseau se trouvent sur les bancs d'en face, les bancs de l'Entente, tellement préoccupée des finances de la Ville. Pourtant, n'en doutez pas, ils voteront ce soir comme un seul homme, avec quelques partisans assis à ma droite – et je pèse mes mots – qui diront, eux aussi, qu'il est temps de rajouter 50 000 francs supplémentaires aux dépenses du département des affaires culturelles, département qui, si j'en juge par vos interventions précédentes, aurait déjà tellement d'excès dans le socioculturel.

Je relève également que l'on nous parle des frais disproportionnés entraînés par une partie de l'exposition de l'Espace Rousseau à la Maison Tavel. On omet totalement de vous dire, Mesdames et Messieurs, Monsieur le président, que l'Etat s'est engagé en fait à donner la jouissance de l'immeuble et des étages supérieurs, lesquels ne sont actuellement pas à la disposition de l'Espace Rousseau. Mais l'Etat ne s'est jamais engagé et ne s'engagera jamais à dépenser le moindre centime lorsqu'il s'agira des travaux de rénovation de l'immeuble et de l'installation de la suite de l'Espace Rousseau.

Si vous doutez qu'il y aura une suite à l'Espace Rousseau, je vous invite à réécouter les propos de M. Lathion: pour lui, il y aura d'autres activités dans les autres pièces. Quelles seront ces activités? On peut se le demander... Y aura-t-il une boutique, du commerce, de l'artisanat? Des cannes de promeneur solitaire ou des perruques poudrées? Allez savoir! Il y a tellement à faire et à dire autour de cet Espace Rousseau...

Dans ces conditions – nous l'avons déjà exprimé à maintes reprises – nous ne nous engagerons pas pour ces 50 000 francs supplémentaires. Nous avons aussi

été contactés par les défenseurs de l'Espace Rousseau. Nous ne remettons pas du tout en doute ni leurs compétences ni leur sincérité, mais nous les avons quand même entendu dire, comme M. Lathion tout à l'heure, que la Ville s'était maintenant engagée avec cet espace et qu'il n'y avait plus rien à désirer.

Il semblerait – on nous en parle à chaque fois – que les contacts sont établis et que le département des affaires culturelles lui-même reconnaît l'intérêt de cet espace. Mais nous avons envie de vous répondre: le jour où le département des affaires culturelles viendra devant ce Conseil avec une proposition et des projets d'arrêtés mentionnant l'installation future de l'Espace Rousseau dans ses meubles, nous réviserons alors notre position et nous entrerons peut-être en matière, lorsque cela viendra du magistrat.

Or, aujourd'hui, qui est à l'origine de cette proposition? En tout cas pas les pouvoirs publics, ni le département des affaires culturelles. M. Lathion aimerait, je crois, réentendre ses propres propos, tenus ce matin même lors du vote de la proposition de résolution PR-487 sur la répartition entre l'Etat et la Ville des organismes subventionnés œuvrant dans le domaine de la santé. Il s'est tourné vers les bancs de la gauche et il a dit: «Ce que vous faites pour les associations, c'est ce que vous faites pour votre électorat, car, finalement, c'est cela, vous êtes corporatistes, vous êtes en train de voter pour votre électorat!» Bien sûr, ce soir, nous ne votons absolument pas – M. Lathion non plus – pour les habitants de la Vieille-Ville ni pour un lobby extrêmement puissant au sein de ce Conseil municipal, contrairement aux associations, Monsieur Lathion... Je vous renvoie à vos propos.

Pour toutes ces raisons, nous n'allons pas nous fâcher, nous nous arrêterons là, mais nous voterons non et nous invitons ce Conseil municipal à se montrer vraiment raisonnable. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Mais quelle réduction de ligne budgétaire l'Alternative aura proposée ce soir? Nous avons ici la liste des amendements: ils représentent un peu plus de 30 millions de francs et ils correspondent exactement au déficit. Quel amendement a pour origine une proposition de la gauche? Aucune. Pas une seule proposition de réduction budgétaire. Et voilà qu'on vient nous dire comment nous devrions proposer des réductions. En l'occurrence, vous devriez prendre école et observer comment nous avons fonctionné, ligne par ligne, département par département, systématiquement, avec courage.

Vous nous dites encore que c'est 50 000 francs de plus. Mais non, ce n'est pas 50 000 francs de plus, c'est simplement une ligne omise dans le budget. Je vous rappelle que nous avons voté, au mois de juin 2006, à l'unanimité moins quelques

abstentions – certainement celle de M^{me} Gaillard-Iungmann, le président pourra vérifier – la reprise du subventionnement de la Fondation de l’Espace Rousseau. Ainsi, 25 000 francs pour six mois. Nous aurions dû trouver cette ligne dans le budget, mais il avait été préparé avant et nous le comprenons bien. Il y a alors une augmentation numérique – et non pas une augmentation de fond – à savoir 25 000 francs pour six mois, 50 000 francs pour une année. C’est la même proposition.

Mais une chose m’interpelle davantage. J’ai souvenir d’une séance de la commission des arts et de la culture où nous avons entendu un commissaire nous dire: «Mais pourquoi donc Jean-Jacques Rousseau susciterait-il tant de haines à Genève? Pourquoi donc Genève est-elle dans l’incapacité de reconnaître Jean-Jacques Rousseau, de reconnaître son œuvre et son génie?» Et ce conseiller municipal de lui reconnaître même un génie littéraire, un génie de style.

Mais cette intervention ne venait pas des rangs de la droite, ni non plus des rangs de quelques égarés à gauche qui continueraient de soutenir Jean-Jacques Rousseau, mais du chef de groupe socialiste. Alors, ici, il y a deux langages. Un langage officiel, qui fustige encore et toujours Jean-Jacques Rousseau, parce que Jean-Jacques Rousseau – apparemment – doit être un citoyen mal aimé à Genève. C’est une obligation fondamentale qu’il soit mal aimé...

Puis, de temps à autre, il y a, même chez les plus ardents opposants à Jean-Jacques Rousseau, ce sentiment qui veut bien reconnaître qu’il faut lui rendre justice... Aujourd’hui, nous avons l’occasion de lui rendre justice – au moins un peu – et d’essayer de nous faire pardonner les innombrables erreurs antérieures, ou bien, alors, nous persistons dans ce schéma.

Apparemment, c’est la direction que prendrait ce Conseil municipal. Mais c’est une direction qu’il ne pourra que regretter dès demain, quand il retrouvera la porte de l’espace à nouveau close. Qu’il regrettera encore et toujours quand il verra le manque – à l’égard des touristes, de la Ville, de la Vieille-Ville – par rapport à tout ce que ce citoyen représente pour Genève.

Alors, plutôt que de voter en vous posant la question de savoir si accorder ou non une subvention de 25 000 francs est vraiment important, je vous suggère de vous demander ceci: Jean-Jacques Rousseau vaut-il ces 25 000 francs ou ne les vaut-il toujours pas? Est-il un tel citoyen que nous refuserions d’entrer en matière pour 25 000 francs? Il ne les vaudrait même pas? Combien avons-nous dépensé pour les «Yeux de la ville», pour les yeux de la tête et pour d’autres manifestations?

Mais, pour Jean-Jacques Rousseau, apparemment, c’est 25 000 francs de plus, Monsieur le magistrat, ces 25 000 francs votés par notre Conseil et que vous avez oubliés au budget. C’est votre choix. Mais convenez que ce choix, à ce stade-là,

procède du procès permanent que Genève veut lui faire et c'est un procès dans lequel Jean-Jacques Rousseau, lui, toujours, est gagnant. (*Applaudissements.*)

Le président. Je salue, à la tribune du public, la présence de M. Alain Vaisade, ancien maire de Genève. (*Applaudissements.*)

Mesdames et Messieurs, il y a encore cinq orateurs inscrits et, comme d'autres demanderont sans doute encore la parole, nous n'arriverons pas à terminer ce débat sur l'Espace Rousseau. Nous proposons donc d'en rester là, car M^{me} Gaillard-Iungmann souhaite rendre hommage à M. Jacques Mino, qui nous quitte ce soir, comme vous le savez. C'est sa dernière séance, lui qui est entré dans ce Conseil municipal en juin 1999. Il a décidé de prendre une retraite bien méritée et, de surcroît, il quitte notre commune, car il part habiter fort loin, bien plus au sud, à Carouge!

M^{me} Catherine Gaillard-Iungmann (AdG/SI). Vous savez, Monsieur le président, ce n'est pas de notre faute, parce que nous ne voulions pas le laisser partir... Alors là, il n'en était pas question, nous avons même tout fait pour qu'il ne s'en aille pas! Il faut comprendre que nous avons déjà été un peu traumatisés lorsque nous avons perdu l'autre moitié du duo, Jacques François, il y a quelques années, pour une très mauvaise cause, le Grand Conseil, un truc comme cela... La moitié du banc était déjà vide, et cela nous aurait fait vraiment trop drôle...

En 2003, lorsque nous sommes arrivés, nous, les nouveaux, nous avons compris pourquoi Jacques s'écrivait avec un «s» à la fin. En effet, ils étaient toujours deux... C'est donc bien un prénom pluriel! Puis, là, tout à coup, nous nous sommes dit: «Non, nous en avons perdu un, nous gardons celui qui reste. Nous en prenons soin, nous le défendrons bec et ongles...»

Mais quand, subitement, en une nuit, il y a eu une bête histoire de déménagement – les milieux immobiliers, paraît-il... – cela nous a mis un peu en colère. Puis nous nous sommes rendu compte qu'ils le déplaçaient juste de quelques mètres, mais qu'au milieu de ces quelques mètres-là une frontière passait. Je ne vous dis pas comment les bilatérales nous ont mis K.O.!

Ce n'était pas possible et nous avons réfléchi. Il fallait faire quelque chose. Nous avons même eu l'idée de lancer une initiative pour le droit d'éligibilité des citoyens carougeois sur la Ville de Genève. Mais nous en avons conclu que c'était trop compliqué, que nous n'avions pas les forces nécessaires et qu'il y avait tellement d'autres initiatives à faire signer – transferts de charges, assurance invalidité et autres... Nous n'y arriverions pas.

Nous avons pensé au coup de force: organiser, en une nuit, une opération comando, débarquer sur la ville de Carouge et tenter l'annexion d'un petit bout de territoire... Si ça se trouve, à Carouge, ils ne s'en rendraient même pas compte... Une ou deux bornes à déplacer, puis voilà... Ce bout-là de Carouge serait à nous et nous garderions Jacques! Mais il n'y avait rien à faire, nous avons estimé que c'était trop risqué... Certains pourraient s'en rendre compte et cela ferait mauvais genre en période électorale. Non, autant renoncer.

Il ne nous restait plus qu'une chose à faire, Monsieur le président, nous retirer profondément en nous-mêmes et méditer sur l'impermanence des choses, sur le renoncement. Nous avons essayé de gagner en sagesse ce que nous perdions à coup sûr en efficacité. Parce que Jacques, figurez-vous, ce n'est pas, parmi nous en tout cas, un idéologue, cet homme-là. Mais c'est un homme d'idéaux, et c'est infiniment plus précieux. Il faut dire que, après toutes ces années passées dans les classes d'accueil pour les enfants migrants, on ne peut évidemment pas rester indifférent aux coupes budgétaires à la hache, qui affectent les plus fragiles et les plus désespérés d'entre nous.

Jacques, c'est l'humain au cœur, et l'humain surtout et avant tout. D'ailleurs, je suis sûre que certains d'entre vous frémiront encore longtemps, en ces périodes de budget, rien qu'à entendre prononcer le nom des amendements Mino. C'est sûr, ces amendements déposés au dernier moment laissent des traces. Malgré toutes nos bonnes résolutions de rigueur, il intervenait parce qu'il y avait urgence, parce qu'une association se trouvait menacée de disparaître, générant encore un peu plus de détresse et un peu plus de souffrances. C'est vrai, Jacques n'est pas raisonnable, mais, pour ma part, je me demande si le monde n'est pas un peu fou.

Voilà, Monsieur le président, nous allons faire nos moines tibétains et pratiquer le renoncement. Puis nous rendrons Jacques – pétillant, bon œil, en bon état quand même – à Annie, son épouse. Nous la remercions du fond du cœur de nous l'avoir prêté pendant quelques années. Enfin, Jacques, si tu as un peu de temps libre, cela te conduira peut-être dans cette partie de l'Amérique latine que tu aimes tellement, du côté du Nicaragua, du Venezuela, de l'Argentine et du Brésil. Tu iras voir tes amis là-bas et tu leur diras que, grâce à eux, nous désespérons un peu moins ici! (*Applaudissements nourris.*)

Le président. Merci, Catherine Gaillard-Iungmann, de ce mot extrêmement sympathique! (*Applaudissements.*) Merci, Jacques, d'avoir été dans ce Conseil pendant pratiquement toute la durée de ces deux dernières législatures! Maintenant, Mesdames et Messieurs, à défaut de tenter un coup de force sur Carouge, je vous propose une descente dans la cour de l'Hôtel de Ville pour fêter l'Escalade. Bien entendu, les personnes présentes à la tribune du public sont les bienvenues.

4. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

5. Interpellations.

Néant.

6. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 18 h 30.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	3874
2. Communications du bureau du Conseil municipal	3874
3. Rapports de majorité et de minorité de la commission des finances chargée d'examiner le projet de budget de la Ville de Genève pour l'exercice 2007 (PR-485 A/B). Suite du deuxième débat	3874
4. Propositions des conseillers municipaux	3909
5. Interpellations	3909
6. Questions écrites	3909

La mémorialiste:
Marguerite Conus